



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°48 – Novembre 2021

En bref – La pandémie n’a fait qu’accélérer la croissance de l’informalité des marchés du travail en Amérique latine

Selon l’Organisation internationale du travail (OIT), la pandémie a joué un rôle d’accélérateur des tendances structurelles qui animaient les marchés du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes avant la pandémie. L’une de ces tendances est la croissance de l’informalité au sein des économies. Si les pays de la région sont entrés dans la pandémie avec des taux d’emploi informel hétérogènes, la crise sanitaire a eu des effets relativement similaires sur leurs marchés du travail. La contraction du PIB régional de l’ordre de 7% a eu de forts impacts sur le taux d’emploi (nombre d’actifs occupés rapporté à la population en âge de travailler) de la région, qui a chuté de 9 points de pourcentage au début de la pandémie, avec des impacts particulièrement prononcés dans certains pays, comme le Chili (chute de près de 12 points). Si la chute de l’emploi a touché à la fois le secteur formel et le secteur informel, les destructions d’emplois ont été particulièrement fortes pour les travailleurs informels, et en particulier pour les jeunes, les femmes et les travailleurs les moins qualifiés, qui sont surreprésentés dans ce secteur. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène. Les travailleurs informels sont surtout concentrés dans les secteurs qui ont été les plus touchés par la pandémie, tels que la restauration, le tourisme ou la construction. Ils sont également concentrés dans les petites et moyennes entreprises, dont la capacité financière à survivre à une longue période d’inactivité est limitée. Enfin, l’absence de contrôle et de protection de leurs relations de travail permet d’y mettre un terme plus rapidement. Mais le plus inquiétant, c’est sans doute le rôle disproportionné que semble jouer le secteur informel dans le rebond de l’emploi dans la région. Dans la plupart des pays d’Amérique latine, près de 70% des créations nettes d’emplois après la pandémie sont des emplois informels. Ce taux est particulièrement élevé dans certains pays, comme en Argentine (82%) et au Paraguay (81%), et moindre dans d’autres, comme le Chili (53%). De plus, dans la plupart des pays de la région, le taux d’emploi informel est désormais supérieur ou égal à son niveau pré-pandémique. Ce résultat ne fait ainsi qu’accélérer la tendance lourde de croissance de l’informalité dans les marchés du travail au cours de la dernière décennie, lorsque la faible croissance avait conduit près d’un travailleur sur deux dans la région à être employé dans le secteur informel. Pour renverser cette tendance, il appartient donc aux gouvernements de promouvoir la création d’emplois formels grâce, notamment, à des aides dirigées vers les petites et moyennes entreprises et les individus les plus vulnérables. Il s’agit également de renouer avec la tendance à la formalisation des marchés du travail qui s’était enclenchée dans les années 2000 grâce aux bons chiffres de croissance et aux initiatives de politiques publiques. Le taux d’emploi informel avait ainsi baissé dans de nombreux pays, notamment en Argentine (de 50% au début des années 2000 à 35% au début des années 2010), au Paraguay (de 70% à 60%) et en Uruguay (de 25% à 15%).

LE CHIFFRE À RETENIR

70%

Part des emplois informels
dans les créations nettes
d’emplois après la
pandémie dans la plupart
des pays d’Amérique latine

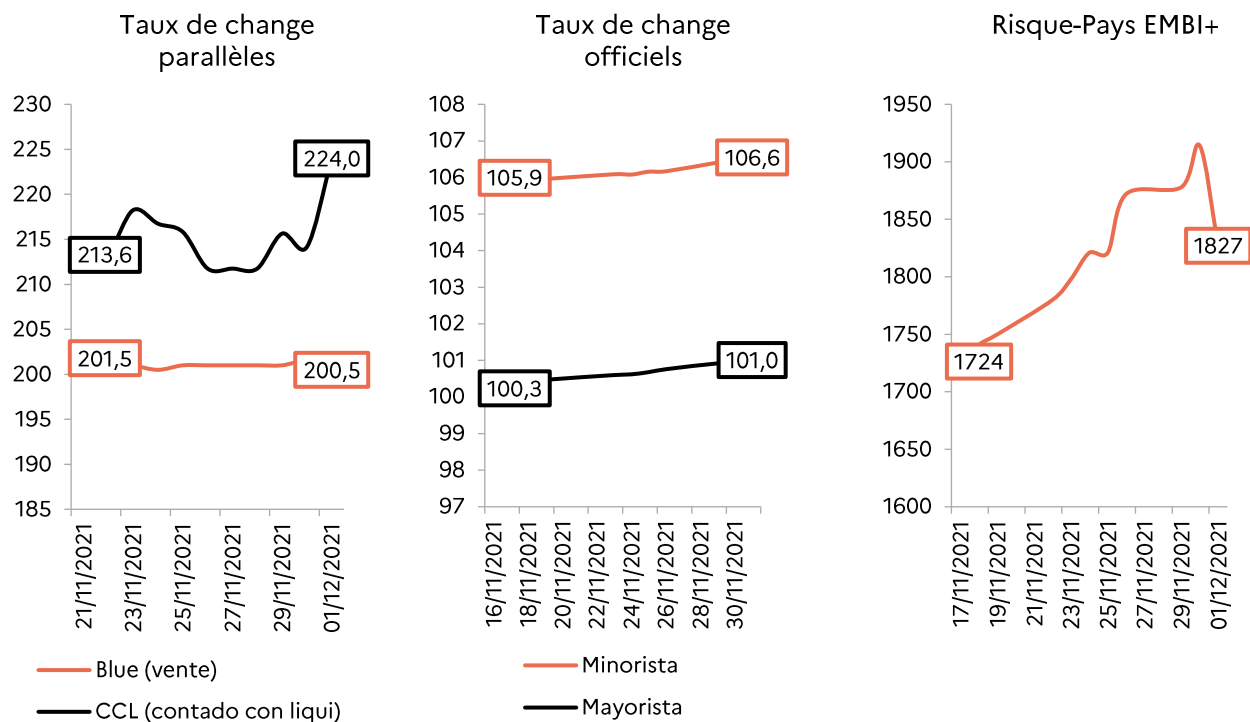
Zoom sur la situation sanitaire

Évolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
Argentine	80,6%	65,5%
Chili	87,8%	84,0%
Paraguay	46,3%	36,2%
Uruguay	79,0%	76,3%
Amérique du Sud	73,5%	58,6%
Brésil	76,7%	63,0%
Colombie	72,8%	48,0%
France	76,9%	69,8%

Source : Our World in Data

Graphiques de la semaine – Argentine



ARGENTINE

La reprise du commerce extérieur continue à perdre de la vitesse en octobre

Après des exportations records de 8,1 Mds USD en août, soit le niveau le plus élevé depuis mai 2013, et six mois consécutifs de croissance de mars à août, les ventes à l'étranger argentines ont baissé de 9,5% sur un mois en octobre (après une baisse de 6,5% en septembre) pour totaliser 6,8 Mds USD. Le recul des importations (-10,9% sur un mois), atteignant 5,2 Mds USD en octobre, a ainsi permis de limiter la réduction de l'excédent commercial dégagé en octobre, de 1,6 Md USD, soit une baisse de 5,0% sur un mois.

Le recul des exportations sur le mois trouve son origine dans celui des exportations de produits agricoles non transformés (1,8 Mds USD ; -20,0%) et agroalimentaires (2,5 Mds USD ; -12,1%). Les exportations d'énergie ont aussi reculé (557 MUSD ; -4,5%). Seules les exportations de produits industriels ont augmenté en octobre (1,9 Md USD ; +6,0%).

Le recul des importations trouve son origine dans ceux de toutes les grandes catégories, comme les biens intermédiaires (2,2 Mds USD ; -10,5%), les biens de capital (869 MUSD ; -11,2%), les pièces et accessoires de biens de capital (991 MUSD ; -9,3%), et les biens de consommation (606 MUSD ; -13,2%).

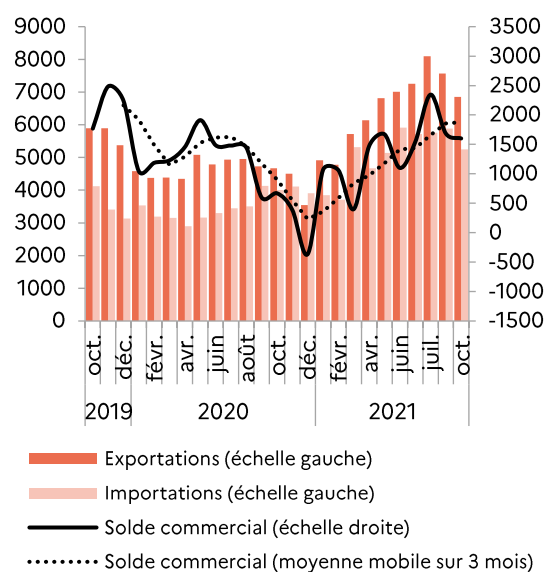
Si le commerce extérieur perd de la vitesse, la reprise est toujours là. Gardant en tête l'effet de base favorable, les exportations ont crû, en glissement annuel (g.a.), de 46,5% en octobre et les importations de 31,0%. Sur les dix premiers mois de l'année, les exportations atteignent 65,1 Mds USD

(+39,1% en g.a.) et les importations 51,2 Mds USD (+49,1% en g.a.). Ces montants sont bien supérieurs à leurs niveaux pré-pandémiques, soit ceux enregistrés sur les dix premiers mois de 2019 (+21,0% pour les exportations et +20,2% pour les importations).

Les exportations bénéficient d'un effet-prix favorable grâce à la hausse du cours des matières premières (+26,0% en g.a. sur janvier-octobre pour l'indice de prix) et, dans une moindre mesure, d'un effet-volume (+10,4% pour l'indice de volume).

L'excédent commercial, de 13,9 Mds USD en cumulé depuis janvier, dépasse déjà les 12,5 Mds USD enregistrés en 2020. Les agents économiques ont ainsi révisé à la hausse leurs anticipations de solde commercial pour 2021, désormais fixé à 14,2 Mds USD. Il restera cependant inférieur au niveau enregistré avant la pandémie (16,0 Mds USD en 2019), les agents anticipant également une poursuite de la perte de vitesse de la reprise des exportations et des importations sur les deux derniers mois de l'année.

Évolution du commerce extérieur (MUSD)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires



Enfin, les échanges commerciaux restent en grande majorité dirigés vers le trio Brésil-Chine-États-Unis. Le 1^{er} client de l'Argentine durant les dix premiers mois de l'année est le Brésil (9,5 Mds USD ; +52,3% en g.a.), suivi par la Chine (5,5 Mds USD ; +18,6%) et les États-Unis (4,0 Mds USD ; +42,8%). Le 1^{er} fournisseur de l'Argentine est la Chine (10,8 Mds USD ; +59,5% en g.a.), suivie par le Brésil (10,1 Mds USD ; +45,3%) et les États-Unis (4,8 Mds USD ; +34,7%). La France est le 37^{ème} client de l'Argentine (380 MUSD ; +27,6% en g.a.) et son 13^{ème} fournisseur (835 MUSD ; +31,6%).

Restrictions d'accès aux devises : un pas en avant et deux pas en arrière

La Banque centrale a fait un pas en avant pour assouplir les restrictions d'accès aux devises. En effet, depuis le 1^{er} décembre, les conditions d'accès au marché cambiaire pour les importations de biens de capital avec paiement anticipé allant jusqu'à 170 jours seront facilitées, à condition que la valeur de ces biens ne dépasse pas 1 MUSD. Cette mesure devrait surtout bénéficier aux PME, la limite étant jugée trop faible pour financer les besoins en capital des grandes entreprises. Le président de la Banque centrale, Miguel Pesce, a aussi indiqué que la priorité serait donnée aux PME industrielles.

Dans le même temps, la Banque centrale a fait deux pas en arrière, réaffirmant les restrictions d'accès aux devises pour le secteur financier et durcissant celles pour le secteur touristique.

La Banque centrale a décidé de prolonger, avec quelques modifications, la règle qui avait été introduite quelques jours avant les élections législatives du 14 novembre et qui devait expirer fin novembre, empêchant les institutions financières d'augmenter leur

position globale nette en devises. Depuis le 1^{er} décembre, elles doivent ainsi avoir une position neutre en devises par rapport au mois précédent, alors qu'elles pouvaient, jusqu'à cette date, disposer d'un excédent de devises ne dépassant pas 4%.

La Banque centrale a aussi interdit, à partir du 26 novembre, aux entités financières et non financières qui émettent des cartes de crédit d'offrir des paiements en plusieurs fois avec des tranches fixes, qu'elles soient en pesos ou en devises, afin d'acheter des services touristiques à l'étranger, tels que les services de transport (les billets d'avion notamment), ou les services de logement. Cette interdiction vaut à la fois pour les paiements réalisés directement auprès des prestataires de services et les paiements réalisés indirectement par le biais d'agences touristiques ou de plateformes en ligne.

Cette mesure a pour objectif de limiter la sortie de devises. En effet, d'une part, le mécanisme de financement visé est très majoritairement utilisé par les argentins pour financer leurs voyages à l'étranger. D'autre part, les mois où les transactions associées aux services touristiques à l'étranger sont les plus importantes approchent. Par ailleurs, la Banque centrale a mis en avant l'accélération des sorties de devises pour motif touristique au cours des derniers mois suite à l'ouverture progressive des frontières. En octobre, les ventes nettes de devises pour ce motif ont ainsi totalisé 265 MUSD, soit le niveau le plus élevé depuis décembre 2019.

Ces mesures visent à protéger les réserves de change en attendant les entrées de devises générées par les ventes de blé en décembre et janvier, alors que l'Argentine devra régler 1,9 Mds USD au FMI d'ici la fin de l'année. Les économistes estiment les réserves nettes à seulement 2,8 Mds USD, avec des réserves



liquides négatives (-1,3 Md USD) qui obligent la Banque centrale à mettre en gage une partie de ses réserves en or monétaire. Les réserves brutes (41,5 Mds USD), sont aussi en baisse, puisque la Banque centrale intervient massivement sur le marché cambiaire, sans résultat substantiel sur le différentiel de change. En novembre, les ventes de devises se sont élevées à 890 MUSD, soit le plus haut niveau mensuel de cette année, après celui enregistré en septembre (957 MUSD).

Un appel d'offres serait lancé pour la construction du nouveau gazoduc de Vaca Muerta

Le président Alberto Fernández a donné son autorisation à la construction du gazoduc Néstor Kirchner, reliant la ville de Tratatayén, située à Neuquén, à la ville de Saliquelló, dans la province de Buenos Aires.

Ces travaux permettront la croissance de la production de gaz du gisement de Vaca Muerta, actuellement limitée par la capacité de transport du gaz de la zone de production aux centres de consommation. Ainsi, cette première étape du projet augmentera la capacité de transport de gaz de 24 M de m³ supplémentaires par jour, ce qui devrait permettre de réduire une partie des importations énergétiques (1.465 MUSD par an dépensés dans d'autres combustibles plus onéreux tels que le fioul et le GNL).

L'investissement prévu dans cette première phase s'élève à 1.579 MUSD. Un protocole d'entente avait été signé entre le Secrétariat d'État à l'Énergie argentin et les entreprises chinoises Powerchina et Shanghai Electric Power Construction pour le financement des projets. Mais les travaux seront financés via des fonds publics, provenant du budget de

2021 et 2022, ainsi que des montants perçus au titre de l'impôt sur les grandes fortunes.

Des infrastructures complémentaires sont également envisagées afin de distribuer le gaz dans d'autres zones : la construction de gazoducs dans la province de Buenos Aires, entre les villes de Mercedes et de Cardales et dans les zones Nord et Sud de la ville autonome de Buenos Aires, et l'extension des gazoducs du centre-Ouest et du Nord. La connexion de ce dernier avec la province de Buenos Aires permettra de faire face à la chute de la production du bassin du Nord-Ouest et de la Bolivie, afin de garantir la ressource dans la zone Nord du pays.

Une seconde étape est prévue, comprenant la construction du gazoduc de Vaca Muerta de la ville de Saliquelló à San Jeronimo, dans la province de Santa Fe. Ce trajet permettrait d'augmenter la capacité de transport de gaz de 20 M de m³ par jour, totalisant pour le projet complet 44 M de m³ additionnels par jour, ce qui se traduirait par une diminution des importations pour un total estimé à 2.690 MUSD par an. Tous ces projets d'infrastructure permettront de renforcer les exportations de gaz et d'électricité vers les autres pays de la région, à savoir le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay.

CHILI

La croissance en octobre reste bien orientée, permettant la poursuite de la normalisation du marché du travail

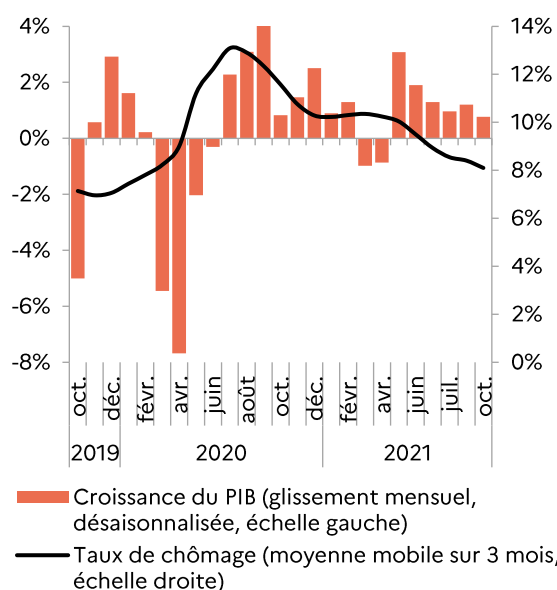
En octobre, l'économie a enregistré son 6^{ème} mois consécutif de progression, enregistrant une croissance en désaisonnalisé de 0,8% par rapport à septembre. Ces résultats sont un peu moins bons que ceux enregistrés les mois

précédents, notamment celui du mois dernier (+1,2%). La croissance d'octobre a ainsi été soutenue par la réouverture de l'économie, les mesures de soutien aux ménages et les retraits partiels de l'épargne individuelle des fonds de pension.

La croissance sur le mois a été portée par l'activité minière (+9,6%), qui bénéficie de la bonne tenue des cours du cuivre, l'activité industrielle (+0,5%) et l'activité commerciale (+0,1%), tractée par les ventes au détail de vêtements, de chaussures et d'équipements domestiques, mais aussi par les ventes en gros d'articles ménagers. Les activités liées aux services ont reculé sur le mois (-1,0%).

Par rapport à octobre 2020, la croissance s'est élevée à 14,3% en octobre, grâce à un effet de base favorable. Sur les dix premiers mois de l'année, elle totalise ainsi 12,0% en glissement annuel. Par rapport à sa dynamique pré-pandémique, soit vis-à-vis des dix premiers mois de 2019, elle totalise 3,9%.

Croissance du PIB et taux de chômage



Sources : INE, Banque centrale, SER Buenos Aires

Ces bons chiffres permettent au marché du travail de continuer à progressivement se normaliser. Le taux de chômage continue de baisser, atteignant 8,1% en moyenne entre août et octobre, contre 8,4% sur la période allant de juillet à septembre et 11,6% un an plus tôt. La trajectoire continue également à être haussière pour le taux d'emploi (53,0% d'août à octobre, contre 52,3% trois mois plus tôt) et le taux d'activité (57,6% versus 57,1%). Cependant, le taux d'occupation informel a légèrement augmenté, pour atteindre 27,9% en moyenne entre août et octobre, contre 27,7% entre juillet et septembre et 25,1% à la même période, un an plus tôt.

Inauguration du projet Total Eren de production d'hydrogène vert à Magallanes

Total Eren a annoncé le lancement des études pour développer un projet d'hydrogène vert de grande ampleur, qui est dénommé « H2 Magallanes ». Ce projet totalise jusqu'à 10 GW de capacité éolienne installée. Il sera situé près de la commune de San Gregorio, dans la région de Magallanes, au Sud du Chili.

Le projet s'inscrit dans l'ambition du Chili de figurer parmi les leaders mondiaux de la production d'hydrogène vert par électrolyse, avec un objectif de près de 25 GW d'ici 2030 (production d'électricité à base éolienne, infrastructures de transport des équipements et du GH2 produit, transport de l'électricité des éoliennes jusqu'à l'usine de production de GH2, transformation du GH2 en ammoniac vert, etc.).

« Le Chili, qui bénéficie de l'une des meilleures ressources solaires et éoliennes du monde, figure parmi les pays les plus prometteurs pour le développement de la production d'hydrogène vert compétitif, à usage local ou

pour exportation aux marchés américains, asiatiques et européens », a indiqué le groupe.

Une cérémonie d'inauguration a eu lieu le 2 décembre dans la région de Magallanes afin d'annoncer officiellement le projet, avec la présence du ministre de l'énergie et des mines, du ministre de l'éducation ainsi que du directeur régional de Corfo (agence publique en charge de la promotion de la production nationale et de la croissance économique régionale), du directeur régional de ProChile (agence publique chargée de promouvoir les exportations, les investissements étrangers au Chili et le tourisme) et de l'Ambassadeur de France au Chili. Il s'agit du plus grand projet d'investissement français au Chili.

PARAGUAY

Le secteur financier, dont la taille reste très modeste, conserve de bons fondamentaux

Selon le dernier rapport de stabilité financière de la Banque centrale, le secteur financier a conservé une bonne dynamique entre mars et septembre. Au cours des six derniers mois, la croissance du crédit au secteur privé était, en moyenne, autour de 8% en glissement annuel (g.a.). Cependant, la croissance du crédit au secteur privé en monnaie nationale a ralenti (+12,3% en g.a. en septembre contre +16,9% en mars), tandis que celle du crédit en devises s'est accélérée (+3,9% contre une relative stabilité en mars).

Pour rappel, à la fin du 3^{ème} trimestre de 2021, le crédit bancaire au secteur privé contribuait toujours peu au financement de l'économie. En septembre, il ne représentait que 43,1% du PIB prévisionnel, dont 25,8% étaient en guaraní et 17,3% en devises. Cependant, il

croît de façon relativement régulière, car il représentait 39,6% du PIB en septembre 2020 et 37,1% en septembre 2019.

De plus, la croissance des dépôts a suivi une trajectoire descendante sur les six derniers mois, puisque les dépôts totaux, tout comme les dépôts en guaraní et les dépôts en devises, sont passés d'une croissance en glissement annuel de 16,0% en mars à, respectivement, 11,0, 8,3% et 14,5% en septembre. Toutefois, la dollarisation reste forte, les dépôts en devises représentant 46,3% du total.

Par conséquent, la taille modeste du système financier se traduit par un endettement des entreprises et des ménages, en pourcentage du PIB, faible, bien qu'en augmentation. Les dettes des entreprises représentent 26,5% du PIB, se plaçant juste devant l'Argentine (18,3% du PIB) mais loin derrière le Chili (115,4%). Les dettes des ménages représentent 7,0% du PIB, devant l'Argentine (autour de 6% du PIB) mais toujours loin derrière le Chili (47,8%).

Malgré sa taille modeste, le secteur conserve de bons fondamentaux. Le taux de prêts non performants est resté relativement faible sur les six derniers mois (3,0% en septembre contre 2,8% en mars), grâce notamment aux mesures exceptionnelles qui ont permis de reporter et rééchelonner les remboursements des dettes des agents économiques. Mais si ce taux est resté relativement stable pour les entreprises (autour de 2%), il a augmenté pour les ménages (6,3% en septembre contre 4,8% en mars), principalement à cause d'une détérioration de la qualité des crédits à la consommation (7,1% contre 5,2%).

De plus, la rentabilité du secteur, bien qu'elle se situe à des niveaux bien inférieurs à ceux observés avant la pandémie (1,7% pour les actifs et 13,7% pour les capitaux propres en septembre, contre, respectivement, 2,4% et

20,3% juste avant la pandémie), est restée relativement stable sur les six derniers mois, interrompant la tendance à la baisse observée en 2020 et au 1^{er} trimestre de 2021. De même, le niveau capitalisation du secteur reste très confortable, avec un ratio d'adéquation du capital d'environ 20%.

Les tests de résistance du secteur financier face à différents chocs, notamment sur les taux d'intérêt et le taux de change nominal, indiquent que la solvabilité du système est relativement résiliente, alors que la qualité du portefeuille de prêts est plus sensible à la détérioration de la conjoncture économique.

URUGUAY

La croissance se tasse mais le chômage atteint son plus bas niveau depuis deux ans et demi

L'indicateur avancé d'activité (ILC) publié par le centre d'études CERES est resté stable en novembre par rapport à son niveau d'octobre, interrompant un cycle de 7 mois consécutifs de hausse, toutefois marqué par un ralentissement depuis le pic enregistré en juillet (0,9%, puis 0,8% en août, 0,5% en septembre et 0,3% en octobre).

De son côté, l'indice de diffusion, qui mesure les composantes de l'indice ILC ayant une trajectoire positive, était de 50%, contre 60% un mois plus tôt.

Le secteur agricole continue ainsi à porter l'activité, sous les effets combinés des prix élevés des matières premières et d'une demande internationale portée par la Chine, qui bénéficie notamment à l'élevage bovin. Le secteur industriel reste aussi dynamique, porté par les secteurs exportateurs, tels que

l'industrie alimentaire et l'industrie chimique et pharmaceutique. C'est également le cas du secteur de la construction, porté par les projets du Ferrocarril Central et de l'usine de pâte à papier de l'entreprise finlandaise UPM. L'activité commerciale a reculé, par le biais des ventes au détail, et notamment des ventes d'automobiles.

Mais malgré le tassement de la croissance, les indicateurs du marché du travail se sont sensiblement améliorés. Le taux de chômage s'est établi à 8,0% en octobre, soit une baisse significative par rapport au mois précédent, lorsqu'il s'établissait à 9,4%. Il s'agit du taux de chômage le plus faible depuis deux ans et demi (depuis avril 2019). De plus, le taux d'activité et le taux d'emploi ont légèrement augmenté pour s'établir à, respectivement, 61,8% (contre 61,6% en septembre), et 56,8% (contre 55,8% en septembre).

Cependant, les revalorisations salariales sont restées très modestes (+0,2% sur un mois en octobre, +5,6% sur un an) ce qui, compte tenu de l'inflation (+1,0% ; +7,9%), continue à faire baisser le salaire réel (-0,8% ; -2,3%).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)